

044-2016

Rédacteur : William LEVASSEUR

Panama, le 2 novembre 2016

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°44 de la semaine du 28 octobre au 2 novembre 2016

(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

CARAÏBES

Près de 60% des banques caribéennes ont perdu des relations avec des banques correspondantes. Près de 60% des membres de l'Association des Banques caribéennes ont perdu tout ou partie de leurs relations de correspondances. Pour le Directeur Général adjoint du FMI, Tao Zhang, la perte de relations avec des institutions bancaires internationales pour les banques caribéennes pourrait entraîner une hausse des transactions opaques et des opérations en liquides ce qui irait à l'encontre du processus actuel de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

BOLIVIE

YPFB reçoit une amende de 2,1 MUSD pour manquement de contrat avec ENARSA. Les exportations de gaz naturel vers l'Argentine en juillet ont été en-dessous des niveaux contractualisés avec l'Argentine. YPFB impute cette sous-performance au retard de la mise en œuvre de l'usine d'Incahuasi et a donc décidé de répercuter la charge de la pénalité à ses quatre opérateurs : la française Total (50%), la russe Gazprom (20%), l'argentine Tecpetrol (20%) et la bolivienne YPFB Chaco (10%).

500 MUSD de crédits CAF pour la Bolivie en 2016. La banque de développement d'Amérique latine a approuvé cette année environ 500 MUSD de crédits pour la Bolivie, dont 400 ont déjà été décaissés. Ces crédits ont en priorité été alloués à des projets de transport, d'accès à l'eau potable, d'irrigation et d'énergie électrique.

791 MUSD de transferts des émigrés sur les 8 premiers mois de l'année. Pendant cette période, les fonds envoyés par la diaspora bolivienne ont atteint le chiffre record de 791 MUSD. D'après l'économiste bolivien Armando Alvarez, cette augmentation s'explique partiellement par l'amélioration de la croissance économique de l'Espagne, pays d'où proviennent 42% des transferts familiaux d'argent.

COLOMBIE

Ajustement à la baisse de la prévision de croissance de la Banque centrale. Sur la base des indicateurs avancés du troisième trimestre, l'institut d'émission anticipe désormais pour 2016 une croissance limitée à +2%, contre +2,3% auparavant (et +3,1% de croissance en 2015). En revanche, le processus d'ajustement du compte courant se poursuit favorablement, et la Banque estime désormais que le déficit devrait être limité à -4,7% du PIB (soit 13,2 Md d'USD), contre -6,5% en 2015. La Banque centrale a également maintenu à 7,75% son taux de référence, dont la plupart des analystes estiment qu'il pourrait commencer à baisser en fin d'année si le tassement de l'IPC constaté depuis deux mois se confirme.

Baisse surprise du chômage. Le taux de chômage national s'est établi à 8,5% au mois de septembre, en baisse de 0,5 points sur un an. On observe toutefois de fortes disparités entre les zones rurales et urbaines, où ce taux, en baisse de 1,5 points sur un an, n'est que de 5,6%, et les 13 principales métropoles de Colombie, où il ressort à 9,8%, en hausse de 0,2 point en g.a.

CUBA

34ème Foire internationale de La Havane. La plus grande foire commerciale des Caraïbes accueille du 31 octobre au 4 novembre 2016 plus de 3.500 exposants provenant de 73 pays. Une nouvelle édition (la troisième) du portefeuille d'affaires ouvert aux investisseurs étrangers a été présentée lors du Forum d'affaires qui s'est tenu pendant la foire : elle comporte 365 projets pour un montant total de 9,5 Md USD. La présence des Etats-Unis a fortement augmenté cette année, avec notamment la représentation des compagnies aériennes JetBlue et American Airlines. Le pavillon France accueille lui cette année 48 entreprises, soit 20 de plus qu'en 2015.

EQUATEUR

Les derniers chiffres de la dette. Selon les derniers chiffres de la Banque centrale, la dette publique à septembre 2016 s'élevait à 36,9 Md USD, soit 38,44% du PIB. Néanmoins ce calcul ne prend pas en compte les obligations de l'Etat avec la sécurité sociale, ni les ventes anticipées de pétrole.

Transferts des émigrés en hausse. Selon la Banque centrale, les transferts des émigrés équatoriens ont atteint 669 MUSD au 2T 2016, contre 595 MUSD au 2T 2015, soit une augmentation de 12,45%.

HAÏTI

Près de 2 Md USD de dégâts après le passage de l'ouragan Matthew. Une étude de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement estime le montant des dégâts et des pertes économiques à 124,8 milliards de gourdes, soit 1,89 Md d'USD. La catastrophe fragilise l'économie déjà faible du pays le plus pauvre de la Caraïbe car elle représente une perte de plus de 20% de son PIB. A lui seul, le secteur agricole a subi des pertes estimées à près de 600 MUSD et les destructions sont évaluées également à près de 600 MUSD.

PANAMA

Adoption du budget 2017. L'Assemblée Nationale a approuvé le budget général de l'Etat pour l'année 2017, il atteint 21 675 MUSD soit une hausse de 7,8% par rapport au budget 2016. Sur ce total on retiendra que 632 MUSD seront destinés aux lignes 1,2 et 3 du Métro de Panama, le projet de rénovation de la ville de Colon se voit attribuer 122 MUSD, 254 MUSD seront investis dans la construction d'aqueducs et des infrastructures pour l'eau potable et 330 MUSD seront alloués au nouveau terminal de l'aéroport de Tocumen.

Les agences de notations Fitch et S&P pointent du doigt les banques panaméennes. D'un côté, Fitch souligne que les banques panaméennes de taille moyenne sont trop concentrées et disposent d'une capacité limitée pour absorber leurs pertes ce qui pourrait entraîner une dégradation de leurs notations et remettre en question leur accès aux banques de correspondance. De l'autre, Standard & Poors a qualifié l'industrie bancaire panaméenne de risquée. Pour S&P les affaires Waked et « Panama papers » ont révélé la faiblesse du cadre institutionnel du Panama. L'agence de notation a indiqué que le risque bancaire panaméen suit une tendance négative et que le cadre de régulation est fragile. En outre elle a signifié que ces vulnérabilités en terme de gouvernance et de transparence pourraient limiter le développement du secteur bancaire du pays en soulignant également que le Panama n'a pas adopté les normes de Bâle III. Par conséquent trois banques panaméennes (Bladex, Global Bank et Multibank) ont vu leurs perspectives requalifiées de stables à négatives.

PEROU

Gazoduc Sud Pérou (GSP) : chantier en retard, surcoûts envisagés, concession en danger ? Le rachat de la participation d'Odebrecht dans le projet GSP prend du retard car l'entreprise brésilienne et l'acheteur – le consortium Sempra-Tecpetrol – ne sont pas parvenus à s'entendre sur un différentiel de 150 MUSD. Le transfert de la participation d'Odebrecht (55%) est une des conditions pour l'approbation du crédit principal du projet, qui est d'environ 4,1 Md USD. Cette impasse, qui bloque la poursuite des travaux, va s'ajouter à la saison des pluies, ce qui pourrait entraîner un arrêt du chantier jusqu'en avril 2017 et porter le montant final du projet à environ 7,3 Md USD (contre 6 Md annoncés initialement). Si une solution n'est pas trouvée rapidement, ce surcoût et ces retards pourraient même justifier une rupture de contrat de concession en raison du non-respect des délais négociés.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Banque centrale a relevé son taux de politique monétaire. Le taux directeur est ainsi passé de 5% à 5,5% effectif au 1er novembre. En accord avec son schéma de liquidité à court terme, le taux directeur des marchés monétaires domestiques (overnight) augmente de 3,5% à 4% annuel. Et le taux de refinancement (repo) de 6,5% à 7% annuel.

Le congrès a approuvé l'émission de 600 MUSD de bons pour le financement des centrales à charbon. Suite au retrait de la BNDES qui avait accordé un prêt de 656 MUSD à l'Etat dominicain pour la construction des deux centrales à charbon construites par Odebrecht pour un montant total de 2 Md USD, le gouvernement avait décidé d'émettre des bons pour terminer la construction.

VENEZUELA

Nouvelles dénominations des billets de banques en bolivars. La Banque centrale a enfin pris la décision de créer de nouvelles dénominations de billets en bolivars pour répondre à la dégradation du pouvoir d'achat du billet de 100 bolivars, actuellement la plus forte dénomination en circulation, dont la valeur n'atteint plus que 6 centimes d'USD aujourd'hui. La réalisation des premiers billets des nouvelles dénominations de 500, 1000, 5000, 10000 et 20000 bolivars a été confiée à l'américain Crane et à l'anglais De La Rue. Les autres dénominations actuellement en circulation (2,5,10,20, 50 et 100) bolivars pourraient être remplacés par des monnaies.

Quatrième hausse du revenu minimum. Afin de protéger le pouvoir d'achat de la population face à une inflation galopante estimée par le FMI à plus de 475%, le Président Maduro a décrété des nouvelles hausses de 20% du salaire minimum et de 50% du bon alimentaire à compter du 1er novembre 2016. Désormais, le revenu minimum s'élève à 90 811 bolivars, soit une hausse cumulée de 454% depuis le 1er janvier 2016. En équivalent USD au taux parallèle, le revenu minimum sera passé de 19,6 USD à plus de 60 USD, soit une hausse de 200% en 10 mois.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional